



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant – CS 80140
71040 MÂCON Cedex 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPUR CENTRE

135 rue Lavoisier
71000 MACON

Références : XB/XB/2022/M_270
Code AIOT : 0024700046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement EPUR CENTRE implanté 18, parc d'activités Les Blattiers #3372 71160 DIGOIN. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le suivi des suites des précédentes visites d'inspection du 20/07/2020 et du 27/06/2022, notamment la mise en demeure de respecter les valeurs limites de rejets aqueux prise par arrêté préfectoral du 17/09/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPUR CENTRE
- 18, parc d'activités Les Blattiers - 71160 DIGOIN
- Code AIOT : 0024700046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EPUR Centre Est, spécialisée dans la collecte, le stockage, le traitement et la valorisation de matières, exploite sur le territoire de la commune de Digoin un site de tri, transit, regroupement de déchets, et de démantèlement de VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'AP de mise en demeure du 17/09/2020 ;
- suites de la précédentes visites d'inspection du 20/07/2020 ;
- vérification des éléments annoncés dans le porter à connaissance relatif à la diminution de l'activité de collecte de déchets dangereux ;
- suites de la visite d'inspection du 27/06/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 17/09/2020, article 1	Mise en Demeure	Astreinte	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 7.2.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 7.5.2	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réseau d'alimentation en eau potable	AP Complémentaire du 23/10/2012, article 4.1.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 23/10/2012, article 9.2.2.2	Observation	Sans objet
4	Rétentions	AP Complémentaire du 23/10/2012, article 7.4.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Véhicules hors d'usage (VHU)	Arrêté Ministériel du 23/10/2012, article annexe I - point 12	Susceptible de suites	Sans objet
6	Localisation activités	Autre du 27/02/2019, article /	/	Sans objet
7	Situation administrative	Autre du 27/08/2020, article /	/	Sans objet
11	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
12	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 4.2.3	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites des rejets aqueux ne sont toujours pas respectées alors même que le séparateur d'hydrocarbures a été remplacé en décembre 2021. Le regard permettant de visualiser les rejets a été soulevé au cours de la visite. Les rejets étaient de couleur noire le jour de la visite. La dalle devant les bennes de stockages des pièces potentiellement polluées aux hydrocarbures étaient grasses et chargées. En conséquence, la mise en demeure n'est pas respectée et des suites administratives sont proposées. Nous proposons cependant un délai d'application relativement long (10 mois) pour laisser une dernière possibilité à l'exploitant de corriger ces non conformités.

On constate également que la problématique de la détection de fumée du bâtiment de tri/transit de déchets dangereux n'est toujours pas résolue.

L'exploitant a toutefois répondu de manière satisfaisante aux autres observations et non conformités soulevées lors des deux précédentes inspections.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon (71020), est mise en demeure, pour les installations classées de tri, transit et traitement de déchets qu'elle exploite Parc d'Activités des Blattières, sur la commune de Digoïn :</p> <p>(1) dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en réalisation une analyse de ses rejets aqueux, sur l'ensemble des paramètres suivants ;</p> <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension totales (MES), DCO, DBO5 ;- As, Cd, Cr (dont Cr hexavalent), Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) ;- Fluor, indice phénols, Cyanures libres, Hydrocarbures totaux, Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP – 5 composés), composés organiques halogénés (AOX) . <p>→ les résultats d'analyse seront transmis à l'inspection dès réception.</p> <p>(2) les dispositions prévues des articles 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012 susvisé, 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en :</p> <ul style="list-style-type: none">- Proposant un plan d'actions, ainsi que l'échéancier associé, pour la mise en conformité des rejets, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, <p>→ ce plan d'actions et son échéancier de réalisation seront transmis à l'inspection.</p> <ul style="list-style-type: none">- Mettant en œuvre ce plan d'actions, et réalisant une analyse de confirmation justifiant du retour à la conformité, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>→ les résultats d'analyse seront transmis à l'inspection dès réception.</p>
Constats : <p>Depuis la date de la mise en demeure (17/09/2020) , l'établissement a fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un contrôle inopiné le 17/03/2021, transmis le 14/05/2021 :<ul style="list-style-type: none">◦ prélèvement 24 heures, asservi au temps ;◦ Paramètres contrôlés comprennent l'ensemble des paramètres listés dans la mise en demeure avec en plus, le pH, la température, la couleur, l'azote total, le phosphore et le Manganèse ;◦ les paramètres suivants étaient non conformes :<ul style="list-style-type: none">▪ couleur : 125 (couleur jaune) > 100 mg Pt/l ;▪ MEST : 104 mg/l > 35 mg/l ;▪ DCO : 778 mg/l > 125 mg/l ;▪ DBO5 : 160 mg/l > 30 mg/l ;▪ Plomb : 0,19 mg/l > 0,1 mg/l (AM du 06/06/2018 applicable aux rubriques 2713, 2714 et 2716 E) ;▪ Zinc : 1,829 mg/l > 0,8 mg/l (AM du 06/06/2018 applicable aux rubriques 2713, 2714 et 2716 E) ;▪ Manganèse : 1,95 mg/l > 1 mg/l (AM du 02/02/1998 applicable à la rubrique 2718) ;▪ Fer+Alu : 11,815 mg/l > 5 mg/l (AM du 02/02/1998 applicable à la rubrique 2718) ;▪ Hydrocarbures totaux : 14 mg/l > 5 mg/l (AM du 26/11/2012 applicable à la rubrique 2712).

- d'un contrôle interne à l'établissement du 09 au 10/02/2021 :
 - prélèvement 24 heures, asservi au temps ;
 - Paramètres contrôlés comprennent l'ensemble des paramètres listés dans la mise en demeure avec en plus, le pH, la température, 9 HAP en plus des 5 demandés, et le Manganèse ;
 - les paramètres suivants étaient non conformes :
 - MEST : 170 mg/l > 35 mg/l ;
 - DCO : 328 mg/l > 125 mg/l ;
 - DBO5 : 90 mg/l > 30 mg/l.
 - Plomb : 0,37 mg/l > 0,1 mg/l ;
 - Zinc : 2,1 mg/l > 0,8 mg/l ;
 - Manganèse : 1,91 mg/l > 1 mg/l ;
 - Fer+Alu : 18,661 mg/l > 5 mg/l ;
 - métaux totaux : 23,304 mg/l > 15 mg/l (AM du 26/11/2012 applicable à la rubrique 2712) ;
 - Hydrocarbures totaux : 31,4 mg/l > 5 mg/l.

Ces deux contrôles des rejets permettent de répondre au 1^{er} point de la mise en demeure (« réalisation une analyse de ses rejets aqueux, sur l'ensemble des paramètres suivants »).

Le séparateur d'hydrocarbure a été changé en décembre 2021. L'exploitant indique que le remplacement du séparateur d'hydrocarbures a pour objectif de répondre au plan d'actions de la mise en demeure qui devait être proposé dans un délai de 5 mois.

Depuis la date de changement du séparateur d'hydrocarbures, l'établissement a fait l'objet :

- d'un contrôle inopiné le 25/04/2022, transmis le 06/07/2022 ;
 - prélèvement ponctuel ;
 - paramètres contrôlés comprennent l'ensemble des paramètres listés dans la mise en demeure, excepté le chrome hexavalent, le fluor et les cyanures libres ; avec en plus, le pH, la température, la couleur ;
 - les paramètres suivants étaient non conformes:
 - MEST : 62 mg/l > 35 mg/l ;
 - DCO : 556 mg/l > 125 mg/l ;
 - DBO5 : 200 mg/l > 30 mg/l.
 - Cuivre : 0,213 mg/l > 0,2 mg/l (AM du 06/06/2018 applicable aux rubriques 2713, 2714 et 2716 E) ;
 - Fer+Alu : 16,098 mg/l > 5 mg/l ;
 - Hydrocarbures totaux : 5,8 mg/l > 5 mg/l (AM du 26/11/2012 applicable à la rubrique 2712)
- d'un contrôle interne effectué par prélèvement ponctuel le 26/10/2022 :
 - prélèvement ponctuel ;
 - paramètres contrôlés comprennent l'ensemble des paramètres listés dans la mise en demeure ;
 - les paramètres suivants étaient non conformes:
 - couleur: 140 mg/l > 100 mg/l ;
 - MES : 42 mg/l > 35 mg/l ;
 - DBO5 : 200 mg/l > 30 mg/l.

Les rejets restent non conformes. La mise en demeure ne peut pas être considérée comme respectée.

L'exploitant indique que :

- un projet de couverture d'une partie des déchets est à l'étude au 1^{er} semestre 2024 ;
- un marché de collecte de papier kraft chargé en hydrocarbures qui aurait pu avoir un impact sur les rejets a été arrêté.

Le nettoyage du séparateur a eu lieu en juin 2022 (vu BSDD du 17/06/2022 sur trackdéchets) et en novembre 2022 (vu ordre d'intervention du 30/11/2022).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 10 mois

N° 2 : Réseau d'alimentation en eau potable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2012, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de disconnexion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Non-conformité relevée en 2015 « le dispositif de disconnexion n'a pas été contrôlé en 2014. Son contrôle est prévu le 8 septembre 2015 ». Suites de la visite d'inspection du 20/07/2020 (rapport du 28/07/2020) : <i>"L'exploitant indique que son équipement de disconnexion n'est pas conforme. Il n'a pas été en capacité, le jour de l'inspection, de préciser la date du dernier rapport de contrôle.</i> <i>L'exploitant a indiqué avoir contacté le gestionnaire du réseau d'eau potable, afin de valider la possibilité de remplacer ce dispositif par un clapet anti-retour. Cette sollicitation est restée sans réponse à ce jour.</i> <i>Non-conformité n°1 : l'exploitant doit poursuivre ses démarches afin de mettre en place à court terme un dispositif de disconnexion conforme en remplacement de l'équipement actuel."</i> L'exploitant précise que l'eau potable est utilisée pour les sanitaires, et pas pour le process. Vu l'avis de la ville de Digoïn, gestionnaire du réseau d'eau potable, transmis par courriel du 12/12/2022, qui est favorable pour considérer le clapet anti-retour comme suffisant en tant que dispositif de disconnexion. Le clapet anti-retour est installé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2012, article 9.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des niveaux piézométriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi des niveaux piézométriques est réalisé en cotes nivelées (NGF) et donne lieu à la réalisation d'une carte piézométrique lors de chaque campagne de mesure.
Constats : Suites de la visite d'inspection du 20/07/2020 (rapport du 28/07/2020) : <i>"Observation n°7 : l'exploitant doit réaliser la carte piézométrique correspondant aux niveaux NGF mesurés après chaque campagne de mesure."</i> La carte piézométrique a été transmise par courriel du 12/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2012, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.
Constats : Suites de la visite d'inspection du 20/07/2020 (rapport du 28/07/2020) : <i>"Non-conformité n°3 : un GRV d' « hydrocarbures usagés » est stocké à l'extérieur, à proximité immédiate de l'aire de dépollution des VHU, sans rétention associée."</i> Le jour de la visite, on a pu constater que le GRV "hydrocarbures usagés" à proximité de l'aire de dépollution des VHU était sur rétention et couvert.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Véhicules hors d'usage (VHU)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/10/2012, article annexe I - point 12
Thème(s) : Risques chroniques, taux de recyclage et de valorisation des VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.
Constats : Suites de la visite d'inspection du 20/07/2020 (rapport du 28/07/2020) : <i>"Non conformité n°2 : L'exploitant n'est pas en capacité de justifier des taux de recyclage et valorisation de ces broyeurs espagnols. Il doit les solliciter afin de pouvoir compléter sa déclaration SYDEREP avec les performances des installations destinataires. A défaut de performances conformes justifiées, l'exploitant devra cesser ces exportations afin de se conformer à son agrément."</i> Les taux de valorisation des deux broyeurs VHU espagnols qui traitent une partie des VHU dépollués d'EPUR CENTRE ont été transmis par courriel du 12/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Localisation activités

Référence réglementaire : Autre du 27/02/2019, article /
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration d'antériorité et localisation activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans la déclaration d'antériorité du 27/02/2019 : - proposition d'un tableau d'activité mis à jour ; - localisation des activités en annexe.
Constats : Les activités localisées dans le plan transmis avec la déclaration d'antériorité du 27/02/2019 est globalement respecté au différences suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les batteries sont entreposées à l'intérieur ;• la cisaille n'apparaît pas. L'exploitant indique par ailleurs que les modifications suivantes sont envisagées : - une cisaille électrique sera prochainement installée à la place de la cisaille actuelle avec motorisation thermique ; - le bâtiment de compactage et entreposage de déchets non dangereux devrait faire l'objet d'une extension. Celle-ci permettrait de couvrir les déchets de cartons et papiers. Les modifications doivent être portées à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Observations : Dans le cadre de la mise à jour du tableau de rubriques et du plan des activités annexé à l'arrêté, transmettre un plan mis à jour des activités sur site et un second plan localisant les activités au travers des rubriques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 27/08/2020, article /
Thème(s) : Situation administrative, Diminution activité collecte déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le dossier de porter à connaissance du 27/08/2020, l'exploitant indique que la collecte de déchets dangereux à notablement diminué en passant sous lme seuil de la rubrique n°3550 fixé à 50 tonnes.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 12/12 l'état des stocks de déchets dangereux sur site. La quantité de déchets dangereux est inférieure à 49 tonnes, conformément à la déclaration de diminution de l'activité de collecte de déchets dangereux du 27/08/2020. Pour mémoire, l'activité liée au centre VHU, et donc les déchets issus de cette activité (moteurs, batteries, etc.) n'est pas comptabilisée au titre des rubriques 35xx. Nous proposerons une mise à jour du tableau des rubriques par arrêté préfectoral en début d'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 7.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. - L'exploitant détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité des détecteurs dans le temps. - L'exploitant organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <p>Suites de la visite d'inspection du 27/06/2022 (rapport du 08/07/2022) :</p> <p>« Constat 1-27/06/2022 - non-conformité : la seconde centrale, installée dans le bâtiment accueillant la zone écomobiler et protégeant l'ensemble du bâtiment, présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une alarme sur un des 3 détecteurs linéaires de toiture, - un dérangement général de la centrale la rendant possiblement inopérante en cas de nécessité. (cf photo 1 sur l'annexe planche photos) <p>L'exploitant précise en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le déclenchement d'alarme est dû à la poussière ambiante qui obscurcit le faisceau linéaire du détecteur, - qu'un projet est à l'étude dont les grandes lignes sont le déplacement de la zone écomobiler et la création de fenêtres d'aération dans les parois du bâtiment de manière à assainir l'atmosphère en toiture. <p>L'exploitant confirmera que l'installation de sécurité incendie est 100% fonctionnelle ou transmettra un plan d'actions avec échéancier visant à la remettre en état, accompagné des mesures compensatoires visant à obtenir un niveau de protection équivalent sur la durée totale des travaux.»</p> <p>Par courrier du 22/08/2022, l'exploitant a informé la DREAL avoir procédé au nettoyage des cellules après la visite du 27/06/2022.</p> <p>Non conformité n°1 : On constate que la centrale est à nouveau en dérangement général la rendant inopérante. Le responsable de site arrête alors l'alarme pour remettre en route la centrale, qui se remet en dérangement presque aussitôt.</p> <p>Le responsable de site précise que la mise en défaut de la détection de fumée est liée à l'activité dans le bâtiment qui génère de la poussière.</p> <p>Nous rappelons que les centre de tri/transit de déchets sont des installations qui génèrent, à l'échelle du territoire, beaucoup de sinistres liés à des incendies. La détection est donc une mesure préventive essentielle, à maintenir en état de fonctionnement.</p> <p>Dans le cas présent, le moyen de détection choisi n'est peut-être pas le bon.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention pour la défense incendie sont maintenus en bon état et, repérés et facilement accessibles.
Constats : Suites de la visite d'inspection du 27/06/2022 (rapport du 08/07/2022) : <i>« Constat 2-27/06/2022 - non-conformité : Lors de la visite des installations il a été constaté la présence de déchets (matelas) devant le bris de glace de la sortie Est du bâtiment abritant la zone écomobiler. »</i> Par courrier du 22/08/2022, l'exploitant a répondu que les matelas devant le bris de glace et un extincteur avaient été retirés. Une photo a été jointe à la réponse pour constater le retour à la conformité. <u>Non conformité n°2 :</u> Le jour de la visite, on constate : - la présence d'un matelas provenant de la zone d'entreposage des matelas, dans la zone d'accès à l'issue de secours vers le bris de glace. - que le bris de glace n'est plus fonctionnel, tout comme le bloc lumineux indiquant l'issue de secours. Le responsable du site répond que la porte d'accès des engins ne serait plus fermée à cause des poussières dans le bâtiments. Par conséquent, l'issue de secours n'aurait plus aucune utilité et le bris de glace non plus. Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant transmet une photo montrant que la zone d'accès à l'issue de secours a été dégagée et est dorénavant protégée par trois rangs de légos béton. Cela ne lève pas la non conformité liée à au bris de glace et au bloc secours non fonctionnels. Par ailleurs, ce fonctionnement correspond à un fonctionnement "dégradé" du fait de contraintes liées à l'empoussiérage du bâtiment non maîtrisé. Ce fonctionnement ne correspond clairement pas à une organisation du site et du bâtiment de tri/transit de déchets non dangereux réfléchi et cartésienne. Nous ne proposons pas, à ce stade, de suites administratives. Mais il convient que l'exploitant mettent en œuvre les dispositions adéquates permettant un fonctionnement sécurisés et organisés de son activité dans le bâtiment de tri/transit de déchets non dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Suites de la visite d'inspection du 27/06/2022 (rapport du 08/07/2022) : <i>« Constat 3-27/06/2022 - non-conformité : lors de la visite du site, il a été constaté la présence de nombreux déchets (plastiques, papiers, morceaux de carton,...) à de nombreux endroits du site, notamment sur l'aire de lavage des véhicules et sur les espaces verts (cf photo 2 sur l'annexe planche photos).</i> <i>L'exploitant a précisé que la présence des déchets est due à la tempête survenue quelques temps auparavant.</i> <i>L'exploitant confirmera le nettoyage complet du site (espaces vers et autres). »</i> Par courrier du 22/08/2022, l'exploitant a répondu que "La zone a été nettoyée suite à la tempête qui a eu lieu sur la commune de Digoïn" et joint 3 photos à sa réponse. La visite du site permet de confirmer ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Suites de la visite d'inspection du 27/06/2022 (rapport du 08/07/2022) : <i>« Constat 4-27/06/2022 - non-conformité : Lors de la visite des installations il a été constaté la présence de déchets boues sur les grilles de collecte des eaux pluviales en entrée et en sortie de site (cf photo 3 sur l'annexe planche photos).</i> <i>L'exploitant confirmera que l'ensemble des équipements a été nettoyé et transmettra les preuves requises (ex : photos) le justifiant.</i> <i>Observation : L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'ensemble de ses installations et particulièrement des équipements de collecte des effluents doit être propre en permanence, notamment de manière à assurer correctement les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus et mis en place.»</i> L'exploitant a répondu, par courrier du 22/08/2022 que "Les réseaux bouches ont été nettoyées suite à la tempête qui a eu lieu sur la commune de Digoin" et joint 3 photos à sa réponse. La visite du site permet de confirmer que les grilles ont été nettoyées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet